

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 29 SEPTEMBRE 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 29 septembre 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
66	12	3

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 22/09/239

**AVENANT N°1 A LA
CONVENTION D'OBJECTIFS
2021-2023 CONCLUE ENTRE
L'ETAT ET LA METROPOLE
TPM DANS LE CADRE DE
L'APPEL A MANIFESTATION
D'INTERET (AMI 2)
"TERRITOIRE DE MISE EN
ŒUVRE ACCELEREE DU
PLAN LOGEMENT
D'ABORD"- AUTORISATION
DE SIGNATURE**

PRESENTS :

Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARD, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Gilles VINCENT, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Laurent JEROME, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Isabelle MONFORT, M. Emilien LEONI, M. Hervé STASSINOS, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Yann TAINGUY, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Mohamed MAHALI, M. Christophe MORENO, Mme Valérie RIALLAND, Mme Véronique BERNARDINI, M. Francis ROUX, Mme Edwige MARINO, Mme Amandine LAYEC, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Magali TURBATTE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Anaïs DIR, Mme Corinne JOUVE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Pierre BONNEFOY, M. Bruno ROURE, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, Mme Hélène BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Michel DURBANO, Mme Valérie BATTESTI, M. Philippe BERNARDI, M. Laurent CUNEO, M. Arnaud LATIL, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent BONNET, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, M. Erick MASCARO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Albert TANGUY, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, M. Amaury CHARRETON, M. Philippe LEROY, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Valérie MONDONE, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Bernard ROUX, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Anne-Marie METAL, M. Gilles BALDACCHINO.

REPRESENTES :

M. Robert BENEVENTI ayant donné pouvoir à Mme Delphine GROSSO, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, M. Franck CHOUQUET ayant donné pouvoir à Mme Hélène BILL, M. Anthony CIVETTINI ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Christian SIMON ayant donné pouvoir à Mme Anne-Marie METAL, Mme Kristelle VINCENT ayant donné pouvoir à M. Cheikh MANSOUR, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre COLIN, M. Luc DE SAINT-SERNIN ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, Mme Pascale JANVIER ayant donné pouvoir à Mme Magali TURBATTE, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE.

ABSENTS :

Mme Nadine ESPINASSE, Mme Chantal PORTUESE, Mme Béatrice BROTONS.

Séance Publique du 29 septembre 2022

N° D' O R D R E : 22/09/239

**O B J E T : AVENANT N°1 A LA CONVENTION D'OBJECTIFS 2021-2023 CONCLUE ENTRE L'ETAT ET LA METROPOLE TPM DANS LE CADRE DE L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET (AMI 2) "TERRITOIRE DE MISE EN ŒUVRE ACCELEREE DU PLAN LOGEMENT D'ABORD"-
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le plan quinquennal pour le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2018-2022, dit « plan Logement d'abord » et l'Appel à Manifestation d'Intérêt Plan Logement d'Abord,

VU la sélection du dossier de candidature de la Métropole Toulon Provence Méditerranée comme territoire de mise en œuvre accélérée de ce plan le 29 janvier 2021,

VU la convention pluriannuelle d'objectifs conclue avec l'Etat pour les années 2021, 2022 et 2023,

VU la délibération n°21/09/302 du 30 septembre 2021 portant sur la convention pluriannuelle d'objectifs 2021-2022-2023 dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'intérêt (AMI) 2 « Territoire de mise en œuvre accélérée du plan logement d'abord »,

VU qu'une subvention de 330 000€ a été validée et versée par l'Etat pour la période 2021/2022,

VU qu'une subvention de 265 000€ a été validée par l'Etat pour permettre de poursuivre en 2022/2023 le plan d'action défini,

VU que s'ajoute aux 265 000€ un report de 20 000 € effectué par la collectivité pour des ressources non utilisées de l'exercice antérieur 2021/2022,

VU l'avis de la commission Politique de la ville et Habitat en date du 8 septembre 2022,

CONSIDERANT que dans le cadre de ses compétences en matière de politique d'Habitat et de solidarité la Métropole, Toulon Provence Méditerranée assurera la mise en œuvre et la coordination du plan Métropolitain « Logement d'abord » et de ses actions,

CONSIDERANT que l'Etat et les partenaires ont défini des priorités communes dans le cadre de la stratégie territoriale du plan logement d'abord, déclinées sous la forme d'engagements réciproques permettant de renforcer les coopérations entre les acteurs de l'hébergement, du logement et de l'insertion, et de permettre une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs,

CONSIDERANT que l'Etat entend déployer sur le territoire métropolitain les financements nécessaires à la mise en œuvre de ce plan, après en avoir validé le contenu et les engagements réciproques, par un soutien financier à la Métropole TPM d'un montant prévisionnel sur la période de 595 000 € (dont 330 000€ pour 2021 et 265 000€ pour 2022),

CONSIDERANT que l'ensemble des actions de ce plan concoure à soutenir l'action de la Métropole en matière d'habitat, de sécuriser les parcours locatifs et de prévenir les ruptures de parcours résidentiels pouvant conduire au sans-abrisme, en favorisant l'observation, la coordination, la formation des acteurs, la prévention des difficultés d'accès ou de maintien dans un logement,

CONSIDERANT que l'ensemble de ces actions participe ainsi à une insertion socio-économique durable des personnes vulnérables sur le territoire,

CONSIDERANT qu'il convient de régler, par la voie conventionnelle, les modalités pratiques de ce partenariat, visant à coordonner et mettre en œuvre le plan Métropolitain « logement d'abord »,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER les termes de la convention ci-annexée.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant à signer l'avenant N° 1 à la convention pluriannuelle d'objectifs conclue avec l'Etat pour les années 2021, 2022 et 2023 et tout document contractuel relatif à ce dispositif.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits reçus au titre de la participation de l'Etat pour un montant prévisionnel total de 595 000 € se répartiront de la façon suivante :

- pour l'année 2021/2022 : 330 000 €,
- pour 2022/2023 : 265 000 € et un report de 20 000€ de l'excédent constaté au titre de l'exercice antérieur

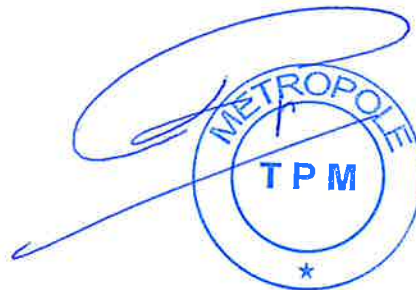
Et seront imputés à l'opération budgétaire 5219 « logement et solidarité » fonction 552 article 74718

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 29 septembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

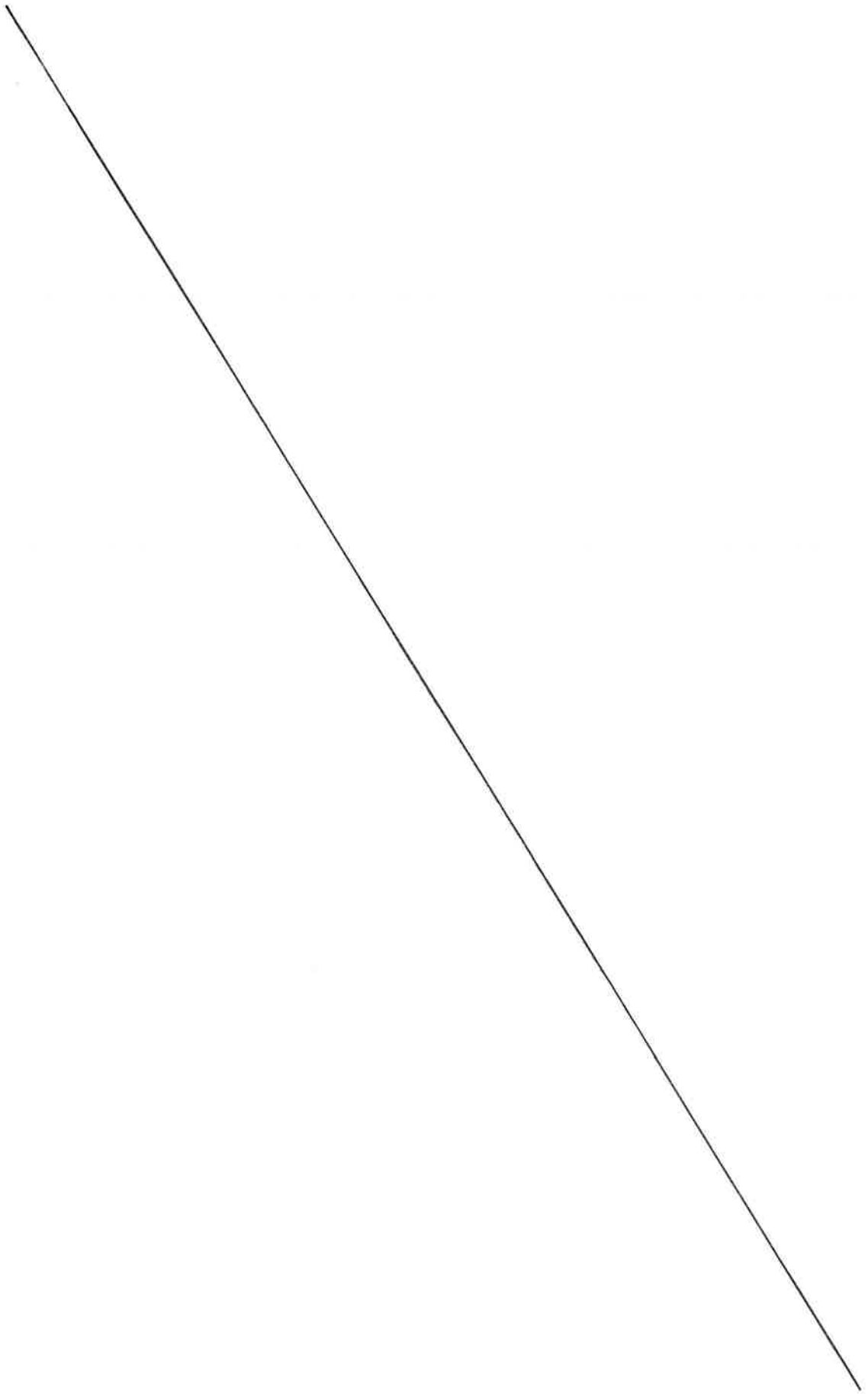


POUR 75

CONTRE 0

ABSTENTION 3

Monsieur Amaury NAVARRANNE, Madame Rachel ROUSSEL,
Monsieur Gilles BALDACCHINO.



AVENANT N° 1
CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS 2021 - 2023
CONCLUE AVEC LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
RETENUE DANS LE CADRE DE L'AMI 2
« TERRITOIRE DE MISE EN ŒUVRE ACCELEREE DU PLAN LOGEMENT
D'ABORD »

Entre

L'État, représenté par Evence RICHARD, Préfet du Département du VAR, d'une part,

Et

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par Hubert FALCO, Président, d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Par délibération n°21/09/302 du 30 septembre 2021, le Conseil Métropolitain a approuvé la convention pluriannuelle d'objectifs 2021-2023 signée entre l'Etat et la Métropole Toulon Provence Méditerranée, retenue dans le cadre de l'AMI « Territoire de mise en œuvre accélérée du plan Logement d'abord ». Cette convention a eu pour objet de définir une stratégie territoriale, en identifiant des priorités conjointes en matière de mise en œuvre du plan Logement d'abord avec des objectifs partagés de résultats et de moyens, et les actions et mesures à mettre en œuvre afin de réduire significativement le sans-abrisme et le mal logement.

Dans ce cadre, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à mettre en œuvre des actions nouvelles et à renforcer des actions existantes, en association étroite avec l'État et l'ensemble de ses partenaires, afin de répondre à des priorités nationales, mais aussi à des priorités locales.

Cette convention a fixé également l'engagement de l'État et de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur le plan financier.

Au titre de l'année 2021, le soutien de l'Etat aux actions développées sur la Métropole Toulon Provence Méditerranée était de 330 000 €.

Pour les années suivantes, la convention stipule que le montant de la subvention de l'Etat est défini par avenant.

C'est l'objet du présent avenant.

ARTICLE 1

L'article 2.2.1 « Financement versés Etat » de la convention pluriannuelle d'objectifs est modifié comme suit :

Au titre de l'année 2022, et pour les actions réalisées sur les années 2022/2023, le financement de l'Etat s'élève à un montant maximal de 265 000 €.

Ce financement est calculé en tenant compte de la reprise d'un excédent de 20 000 € constaté par Toulon Provence Méditerranée au titre de l'exercice antérieur.

Tout excédent sur le montant de la subvention versée viendra en déduction du financement d'une prochaine action ou fera l'objet d'un reversement dans le cadre de l'article 5 de la convention initiale.

ARTICLE 2

L'article 4 « Modalités de versement de la dotation budgétaire » est modifié comme suit :

La dotation budgétaire fera l'objet d'un versement annuel imputé sur les crédits du programme 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables ».

Les crédits sont délégués aux BOPR 177 et les dépenses devront être saisies dans CHORUS sous le code d'activité : 177-01-06-12-44 « Accélération Logement d'Abord » ; domaine fonctionnel 0177-12-17 ; activité de programmation 244. Le compte PCE 6541200000 du budget de la mission Cohésion des territoires, pour l'exercice 2022, est à utiliser pour un versement aux associations et fondations.

La contribution financière sera créditée sur le compte de la métropole Toulon Provence Méditerranée.

Les versements seront effectués sur le compte suivant :

Dénomination sociale (titulaire du compte) : TRESORERIE PRINCIPALE
MUNICIPALE DE TOULON

Code établissement : 30001

Code guichet : 00831

Numéro de compte : C8330000000

Clé RIB : 27

IBAN : FR90 3000 1008 31C8 3300 0000 027

BIC : BDFEFRPPCCT

L'ordonnateur de la dépense est le Préfet de département.

Le comptable assignataire est Madame la Directrice régionale des finances publiques
de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône.

ARTICLE 3

Les autres articles de la convention pluriannuelle d'objectifs demeurent inchangés.

Fait à Toulon, le

Le Préfet du VAR

Evence RICHARD

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Hubert FALCO

Rapport d'exécution de la convention pluriannuelle d'objectifs 2021-2023, Etat/ Métropole Toulon Provence Méditerranée dans le cadre de l'AMI 2 « Territoire de mise en œuvre accélérée du plan Logement d'abord »

Préambule

Rappel du montant alloué dans le cadre de la convention et des co-financements :

Au titre de l'année 2021, le soutien de l'Etat s'élève à un montant prévisionnel maximal de 330 000 €, au regard du montant total estimé du coût éligible de la convention soit 365 000 €, établi à la signature de la convention.

Rappel des grands axes du programme d'actions du territoire :

Le plan d'action partenarial métropolitain « logement d'abord et lutte contre le sans-abrisme » s'établit autour de trois axes :

1. Le premier répond à l'enjeu d'une coordination renforcée reposant sur un état des lieux partagé afin d'être plus efficace dans nos actions, il tend vers :
 - L'optimisation des moyens existants en garantissant l'accès au droit et l'accès aux dispositifs,
 - Mieux se connaître entre professionnels et mieux percevoir les publics, en valorisant les potentiels de tous, notamment des équipes pluri professionnelles,
 - Favoriser une articulation au-delà des logiques de guichet, via un renforcement et une évaluation des parcours et de l'efficacité des dispositifs,
 - Favorisant la participation citoyenne et l'innovation en matière de participation numérique-inclusive.
2. Le deuxième définit l'organisation de solutions complémentaires pour les publics prioritaires :
 - En intervenant sur l'augmentation de l'offre adaptée et accompagnée permettant de garantir le logement comme socle de l'insertion sur le territoire,
 - En organisant l'orientation des publics établie sur des diagnostics et des critères uniformes,

- En sécurisant les parcours résidentiels et la prévention des ruptures, notamment en garantissant des médiations entre les bailleurs et les locataires,

3. Le troisième axe vise l'insertion socio-économique durable dans un logement via :

- Un soutien plus efficace, aux périodes charnières, notamment via des actions complémentaires en direction de l'insertion par la formation et l'emploi, notamment pour les jeunes
- Un partenariat renforcé avec des objectifs d'insertion par l'activité économique et par le logement en simultané, mutualisant les dispositifs les plus adaptés, grâce à un plan d'accompagnement mobilisant le pouvoir d'agir des personnes.

Retracer les grandes étapes de la mise en œuvre de la démarche sur le territoire.

La mobilisation de la Métropole et de l'ensemble des partenaires pour répondre à l'appel à Manifestation d'Intérêt pour être un territoire de mise en œuvre accélérée du « Plan Logement d'abord », a permis d'engager un travail riche autour d'un plan d'action co-élaboré et validé par les services de l'Etat. Ainsi, la candidature de la Métropole à l'AMI a pu être déposée en décembre 2021.

Grandes étapes :

01/2021 Réponse favorable de l'Etat.

04/2021 Validation du plan Métropolitain par la DIHAL

05-07/2021 Travail de coordination avec le CD et la DDETS afin de préciser les réalisations et attendus (convention AMI LDA)

06/2021 Présentation du plan Métropolitain au Comité responsable du PDALHPD et à l'ensemble des partenaires

10/2021 Présentation à la CIL MTPM (avec relais conférence de presse)

11/21 : Comité de coordination opérationnel n°1 + revue

11/21 : Signature convention pluriannuelle d'objectifs AMI 2 LDA (avec relais conférence de presse et tv locale)

02/21 : Activation d'un espace partagé partenarial « TEAMS », avec accès aux dossiers de chaque fiche action (convention, planning, revues...)

03/22 : Comité de coordination opérationnel n°2 + revue

Acteurs locaux déjà impliqués dans la démarche ou susceptibles de l'être

La réponse à l'appel à manifestation d'intérêt est le fruit d'un travail de concertation avec les services de l'Etat, notamment la DDETS, le Département, Action Logement, L'ARHLM Paca-Corse, les CCAS, la CAF du Var, l'Union Régionale pour l'Habitat des jeunes, l'Union Régionale des comités locaux pour le Logement Autonome des Jeunes, le SIAO via l'association ITINOVA, la Fédération des acteurs des Solidarités Paca-Corse, la Fédération des Associations et des Acteurs pour la Promotion et l'Insertion par le Logement, et l'Association Varoise d'Accueil Familial.

1 Etat de réalisation des chantiers opérationnels inscrits dans la convention

1.1 Action 1 : Diagnostic Logement d'Abord

ACTIONS			OBJECTIFS
Diagnostic Logement d'Abord Créer un volet de données relatives au parcours résidentiel : De la rue au logement autonome.			<ul style="list-style-type: none">Développer une connaissance plus fine des publics en situation de rupture dans leurs parcours résidentiels (sans abris, hébergés ou en attente de logement social).Se doter d'indicateurs permettant de mesurer l'évolution de la situation initiale.
Les livrables réalisés en 2021-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats	Observations
Lancement de la fiche action Réunions - ateliers	Convention CD/MTPM BM 25/07/22	1/Ouverture de l'ODH vers le logement d'abord	Le travail de recensement des indicateurs et de l'organisation du volet LDA est en cours : 3 ateliers + 2 prévus par le bureau d'études avant la restitution du projet « volet LDA » dans l'ODH en Juin-juillet 2022 par le prestataire. Ce travail sur le volet LDA ODH sera complémentaire du travail en lien avec la commission intercommunale d'attribution des logements et le suivi de ses propres indicateurs. L'ensemble des acteurs du Plan LDA seront destinataires du diagnostic LDA dès sa mise en œuvre. Il permettra ainsi de

			voir l'évolution du contexte local et des politiques publiques en vigueur. Les indicateurs seront évolutifs en n+2.
		2/ Etude sur les planifications en cours concourant au plan logement d'abord	La fiche action numéro 7 prévoit la production d'une cartographie des dispositifs, elle enrichira le volet LDA de l'ODH. Restitution prévue 11/22 par le partenaire FAS PACA-CORSE.
	À initier	3/ Activation d'études qualitatives "sans abrisme et rupture de parcours"	2023

1.2 Action 3 : Création d'un poste de chef de projet « Logement d'abord »

Les livrables réalisés en 2021-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats	Observations
Nomination : Stéphane JAKOB Chargé de mission « coordonnateur plan LDA »	Réalisé	Animation et gouvernance Expertise technique et supervision Facilitations Elaboration de la charte de coordination interinstitutionnelle LBA Reporting et suivi des actions	

1.3 Action 4 : Gouvernance et pilotage du Plan LBA

Les livrables réalisés en 2021-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats	Observations
<ul style="list-style-type: none"> Dépôt de la candidature + réponse favorable de l'Etat 12-01/21 Validation du plan Métropolitain par la DIHAL 04/21 Travail de coordination (convention AMI LDA + 16 fiches actions (05-07/21) Présentation du plan Métropolitain au COREP PDALHPD (06/21) Présentation à la CIL MTPM (10/21) Comité de coordination opérationnel n°1 + revue (11/21) Comité de coordination opérationnel n°2 + revue (03/22) 	En cours	Animation Coordination Activation des fiches actions Organisation et planification des instances Suivi du budget Production des conventions et marchés	Un comité de suivi opérationnel se réunit en plénier, chaque trimestre ou quadrimestre. Un point d'étape est effectué sur chaque action. Une revue LDA est produite. Lors de la réunion du COREP PDALHPD, un bilan sera présenté annuellement.

1.4 Action 5 : Garantir un socle commun de « connaissances » Elus professionnels-personnes accompagnées

ACTIONS	OBJECTIFS
Garantir un socle commun de « connaissances »	<ul style="list-style-type: none"> Garantir une connaissance du domaine du "logement d'abord" Initier un réseau de partenaires Partager les expériences Amélioration des pratiques d'accueil, d'orientation et de réponse.

Les livrables réalisés en 2021-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats	Observations
Convention de partenariat entre la Métropole et la FAS	En cours	Restitution de l'étude, planification, suivi du plan.	L'action a débuté. Une note méthodologique a été produite par la FAS. Elle présente les caractéristiques de l'étude, recensant : - Les dispositifs logement d'abord sur le territoire

PACA CORSE signée le 20/12/21 (12 mois)		Réalisation : nombre de structures et personnes participantes suivant les supports.	<ul style="list-style-type: none"> - Un diagnostic de l'offre de formation - Des questionnaires qualitatifs, quantitatifs et des focus groupes seront réalisés. Suite à cette étude, la FAS restituera l'étude avec des préconisations et l'accompagnement des plans de formation des partenaires. Outils : questionnaires quantitatifs, qualitatifs + focus groupes : Publics : SIAO, DDETS Département, Elus, Bailleurs sociaux.
---	--	---	--

1.5 Action 6 : Accompagner la finalisation de la CIA

ACTIONS		OBJECTIFS	
Accompagnement de la CIA		Finalisation de la CIA et poursuite de l'élaboration des outils permettant de construire une politique de peuplement avec notamment la mise en œuvre du Plan Partenarial de Gestion et d'Information du Demandeur .	
Les livrables réalisés en 2021-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats	Observations
14/12/2021 : Validation de la CIA par la CIL 20/01/2022 : Validation de la CIA par le PDALHPD 02/2022 convention ADIL MTPM	1 ^{ère} CIA le 14/06/22	1) Validation de la CIA par la CIL 2) Validation de la CIA par le PDALHPD	La 1 ^{ère} commission de coordination a été activée le 14 juin 2022, avec pour objectif de favoriser la gestion des cas complexes dans le cadre de l'accès au logement social, en partenariat avec l'ADIL.

1.6 Action 8 : Renforcer les actions d'accompagnement liées au logement favorisant l'insertion durable

Les livrables réalisés en 2021-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats	Observations
Valorisation CALPAE	En cours	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de mesures créées en IML - Nombre de mesures "logement accompagné" 	<p>Plan pauvreté : Financement de 58 mesures IML avec captation sur la période 2021-2023 (reconduction de la convention en 2022 avec report des objectifs sans financement complémentaire)</p> <p>Fort travail de communication de l'opérateur (SOLIHA) et reprise dans plusieurs journaux communaux.</p>

1.7 Action 9 : Amplification de l'offre de gestion immobilière à vocation sociale

ACTIONS	OBJECTIFS
Amplification de l'offre de gestion immobilière à vocation sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Amplification de l'offre de logements de l'Agence Immobilière de gestion immobilière à vocation sociale

Les livrables réalisés en 2021-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats	Observations
Convention de partenariat entre la Métropole, la FAPIL et l'AIVS - 12/21	En cours	Etude de préfiguration et accompagnement de l'AIVS vers l'augmentation de l'offre.	<p>Déroulement :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Etat des lieux : Rendu le 01/2022. 2. Recueil des attentes des partenaires : 04/2022. Analyse des moyens à mettre en œuvre dans l'organisation et les financements de l'AIVS. 3. Rapport final sur les différentes évolutions possibles et nécessaires de l'AIVS et des outils de mobilisation du parc privé - Restitution en comité opérationnel de suivi du Plan LDA 4^{ème} trim 2022.

1.8 Action 11/12 : Favoriser le maintien dans le logement public et privé (ménages en situation d'expulsion) en situation non irrémédiable.

ACTIONS		OBJECTIFS	
Renforcer la mobilisation des protocoles Borloo et expérimenter les baux de sauvegarde dans le parc privé Prévention précoce des expulsions		<ul style="list-style-type: none"> Renforcer la mobilisation des protocoles "Borloo" Expérimenter les baux de sauvegarde –privé Renforcer l'action de prévention précoce des expulsions : CAF-ADIL-Médiation bailleur-locataire, concourant aux objectifs de la charte de prévention des expulsions. 	
Les livrables réalisés en 2021-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats	Observations
Fusion des actions 11 et 12. Convention FSL MTPM/ADIL	En cours	Réalisation d'une coordination (CD/CAF/DDCS/MTPM) autour des actions existantes et renforcement. Nombre de ménages accompagnés en situation d'impayé. Nombre de médiations efficaces avec évitement de l'expulsion.	En 2021 la Métropole a signé une convention dans le cadre du FSL avec l'ADIL afin de mobiliser 30 accompagnements socio juridiques en file active, en lien avec la commission de coordination CIA et pour prévenir et éviter les expulsions. A réaliser en 2023 : Expérimentation « Baux de sauvegarde » et mobilisation des protocoles « Borloo »

1.9 Action 13 : Remobilisation autour de l'insertion par le logement

ACTIONS	OBJECTIFS
---------	-----------

Remobilisation autour de l'insertion par le logement		<ul style="list-style-type: none"> Favoriser l'insertion sociale par l'inclusion dans le logement en améliorant les conditions de vie dans l'habitat. Optimiser une stabilité dans le parcours locatif. 	
Les livrables réalisés en 2021-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats	Observations
Convention de partenariat entre la Métropole et MTPM-ITINOVA 12/21	En cours	<ul style="list-style-type: none"> Indicateurs d'évaluation chantiers d'auto-réhabilitation : -Taux de réalisation par rapport au nombre d'interventions fixées : - Nombre d'annulations - Nature des orientations - Nombre de rencontres avec les unités territoriales sociales - Poursuite du chantier en autonomie - Maintien dans le logement (bilan à 12 mois post travaux) - Insertion socio professionnelle (bilan à 12 mois post travaux) - Satisfaction du bénéficiaire sur l'accompagnement 	<p>L'action d'auto-réhabilitation débutée en 2021 compte 39 orientations et 75 % ont abouti sur un chantier. Le plan LDA vient renforcer cette action déjà existante. L'objectif est de 35 accompagnements en file active.</p> <p>L'action d'auto-réhabilitation s'organise autour de l'accompagnement multithématique et cible l'insertion socio-professionnelle dès lors qu'elle est possible. Il est relevé la difficulté de mobiliser les bailleurs et les financements de l'ANAH.</p> <p>Des synergies sont à créer entre le dispositif « Bien chez soi » de la Métropole et les aides de l'ANAH dès lors qu'il est possible d'envisager le conventionnement avec ou sans travaux des logements.</p>

1.10 Action 14 : Favoriser l'accès à un logement durable et à un emploi d'insertion les personnes sans abri et sans emploi

Les livrables réalisés en 2021-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats	Observations
-------------------------------------	------------------------	-----------------------------------	--------------

Convention de partenariat entre la Métropole et l'AVAF - 12/21	En cours	<p>Mise en place opérationnelle d'un atelier d'adaptation à la vie active</p> <p>Renforcement du lien insertion par le logement et par l'emploi, par des accompagnements renforcés</p> <p>Nombre de personnes inscrites dans le dispositif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre et taux de personnes orientées vers le logement ordinaire - Nombre et taux de personnes orientées en emploi - Nombre et taux d'abandons - Pour les ACI : le taux de sorties dynamiques (objectif cible : 50%) 	<p>Le site de l'atelier « Adaptation à la vie active » AVAF (La Seyne sur Mer) pourrait être opérationnel avant le dernier trimestre 2022. Un atelier similaire est opérationnel à Draguignan.</p> <p>L'AVAF rencontre des difficultés pour le recrutement des encadrants techniques et l'approvisionnement des matériaux pour le chantier.</p> <p>Pistes de réflexion :</p> <p>Accélération des parcours d'insertion avec un travail de sensibilisation des partenaires, en proposant aux structures d'hébergement pour personnes relevant de ce dispositif, un contrat de travail et un accès direct au logement.</p>
--	----------	--	---

2 Présentation des modalités de coordination des moyens d'accompagnement sur le territoire (le cas échéant de la plateforme territoriale d'accompagnement)

La fiche action est en cours, ainsi que la formalisation de sa déclinaison sous la forme d'une convention (DDETS-ITINOVA-FAS PACA-CORSE-MTPM).

L'Etat et la Métropole ont pour ambition d'améliorer le parcours logement des personnes en difficultés, notamment via la création d'une plateforme mutualisant et coordonnant les acteurs et les actions.

Le Département partenaire dans la candidature du plan "Logement d'abord" Métropolitain, souhaite poursuivre un partenariat technique dans lequel les services compétents pourront ainsi être mobilisés au regard des thématiques soulevées.

La convention de partenariat a pour objet de mobiliser le savoir-faire de la FAS PACA Corse en matière d'accompagnement de ses adhérents, d'accompagnement à la mise en œuvre des politiques sociales sur un territoire et de coordination des acteurs des solidarités.

L'association ITINOVA, signataire et partenaire de cette convention, est mobilisée dans le cadre de sa mission de gestion du SIAO et de coordination, aussi bien que sur son expertise de plateforme déjà éprouvée sur le territoire.

Les deux associations travailleront de concert avec les services de l'Etat, le département et la métropole afin de réaliser l'action décrite plus bas. Cette action bénéficie du concours de l'Etat dans le cadre du plan Métropolitain LDA à travers notamment le financement de deux postes de « coordonnateur LDA ».

Cette action vise in fine à répondre à une situation de cloisonnement des dispositifs d'accompagnement vers et dans le logement à l'échelle du territoire, en recherchant une clarification, une visibilité et une logique de gestion mutualisée.

L'action se divise en deux temps :

I/ Etude et préconisation « plateforme LDA »

a/ Réaliser une cartographie de l'offre (étape par étape) du parcours visant le logement d'abord sur le territoire Métropolitain :

- Types d'offres (Accueil d'urgence / insertion / Logement accompagné toutes mesures, logement santé ...),
- Etat des lieux des processus de mobilisation (gestionnaire, modalités de saisine, supports, outils),
- Décisionnaires et gestionnaires de l'offre (CD-MTPM-DDETS-Commissions diverses).

Cette analyse doit permettre de repérer les freins à l'efficacité des dispositifs et à l'objectif du « LDA ».

Un point d'étape sera réalisé à trois mois sous la forme d'une réunion réunissant l'ensemble des parties.

b/ Restitution de l'analyse de l'état des lieux avec des préconisations mettant en perspective les expérimentations actuelles en matière de plateforme « logement d'abord » (11/2022).

II/ Accompagnement à la définition de la plateforme et au renforcement des parcours coordonnés :

a/ Mobilisation des coordonnateurs LDA : recrutement 08-09/2022.

Mobilisation rapide et recrutement des postes, avec proposition de fiche de poste : concourant à la participation à l'étude et à la préfiguration de la plateforme. Ainsi que des actions pédagogiques différenciant l'accompagnement socio-éducatif et la coordination des actions visant la sécurisation des parcours auprès des partenaires.

3 Dynamique territoriale, communication, animation du réseau

12-01/21 : Dépôt de la candidature (7 courriers officiels de soutien) + réponse favorable de l'Etat.

04/21 : Validation du plan Métropolitain par la DIHAL.

05-07/21 : Travail de coordination (convention AMI LDA + fiches actions).

06/21 : Présentation du plan Métropolitain PDALHPD.

10/21 : Présentation à la CIL MTPM (avec relais conférence de presse).

11/21 : Signature convention pluriannuelle d'objectifs AMI 2 LDA (avec relais conférence de presse et tv locale).

11/21 : Comité de coordination opérationnel n°1 + revue.

02/21 : Activation d'un espace partagé partenarial « TEAMS », avec accès aux dossiers de chaque fiche action (convention, planning, revues...).

03/22 : Comité de coordination opérationnel n°2 + revue.

06/22 : Mise en place de la commission de coordination CIA.

4 Eléments de bilan globaux sur l'apport de l'AMI sur la lutte contre le sans-abrisme sur le territoire

Les fiches actions engagées participent à la prévention des ruptures dans le parcours résidentiel, et/ou à la fluidité des parcours ; notamment avec la mise en place de la commission de coordination (CIA), de la préfiguration d'une plateforme logement, de l'action parcours jeunes en lien

avec les services de l'ASE et le FAJ Métropolitain et de l'action d'insertion « logement- insertion professionnel » pour les personnes en grande précarité.

5 Lien/coordination avec la contractualisation dans le cadre de la Stratégie de Lutte contre la Pauvreté

Le début des deux plans Métropolitains étant décalé (2020-CALPAE / 2021-LDA), le plan de solidarité Métropolitain comporte une action de captation de logements en intermédiation locative qui vient enrichir la fiche action 8 (LDA) visant l'insertion durable dans un logement.

Aussi, l'action relative aux « jeunes » avec deux volets associés (déploiement d'une offre de logement « jeunes » et mise en œuvre d'un dispositif d'inclusion numérique solidaire- aînés (contrepartie solidaire 4h/mois)), se recentre en 2022 sur ce dernier axe.

Ainsi, l'action n° 15 « Parcours jeunes - logement - insertion – emploi », débutera en 2022 sans collusion.

6 Perspectives : les chantiers 2022

6.1 Action 2 : Révision du règlement du FSL

ACTIONS	OBJECTIFS
Révision du règlement intérieur	Evaluer et adapter le Fonds de solidarité pour le logement au regard du Plan Logement d'Abord en lien avec le Département.

Les livrables réalisés en 2021-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats	Observations
<p>Marché à procédure adaptée en vue des prestations d'accompagnement à la révision du RI FSL - 04/22</p> <p>Prestataire CAP MEDITERRANEE.</p>	En cours	<p>-Définition des éléments "mode logement d'abord".</p> <p>-Modification relative à la complémentarité du dispositif.</p> <p>-Simplification, amélioration des délais et digitalisation.</p> <p>-Amélioration du service rendu.</p>	<p>Etude d'impact "logement d'abord" FSL CD MTPM</p> <p>Proposition d'évolution en mode Plan LDA</p> <p>Prestation en trois étapes :</p> <p>1/ Le recueil des avis des bénéficiaires et des professionnels (07-08/22)</p> <p>2/ L'analyse des données et les préconisations.</p> <p>3/ Restitution en comité de suivi opérationnel de révision du FSL (09/22).</p>

6.2 Action 16 : Participation et citoyenneté

ACTIONS		OBJECTIFS	
Participation et citoyenneté		<ul style="list-style-type: none"> Initier la participation comme une pratique commune permettant de développer l'engagement citoyen, le pouvoir d'agir, l'expertise des pairs et la participation des personnes concernées aux temps forts de la construction des propositions d'actions individuelles et un collège de personnes concernées, potentiels travailleurs pairs et des délégués d'autres groupes déjà constitués. Développer l'innovation en matière de participation numérique-inclusive Réflexion partenariat avec le laboratoire d'innovation publique territoriale "insolab" et le CRPA. 	
Les livrables réalisés en 2021-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats	Observations
Marché public à réaliser	À initier 2022-2023	-Etude et proposition d'une stratégie globale de "participation"	<p>Marché en cours de production :</p> <p>1/ Un état des lieux de la participation dans le parcours « logement des personnes » avec recueil de l'avis d'une cohorte de personnes</p>

		-Soutien méthodologique à la mise en œuvre d'une démarche de participation -Développer l'innovation en matière de participation numérique-inclusive	2/ Une analyse des données et notamment des retours et propositions des bénéficiaires. 3/ Une production d'un dossier de propositions incluant la systématisation de la participation selon différents degrés et différents supports en comité de suivi opérationnel.
--	--	--	--

6.3 Action 7 : Une plateforme de coordination et de mutualisation logement

ACTIONS	OBJECTIFS
Plateforme de coordination et de mutualisation logement	<ul style="list-style-type: none"> Développer un outil « ressource » de coordination et de mutualisation en étroite collaboration avec la démarche partenariale de la CIL, de la CIA et des missions du SIAO.

Les livrables réalisés en 2021-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats	Observations
-------------------------------------	------------------------	-----------------------------------	--------------

Projet de règlement intérieur en cours d'écriture par la Direction Habitat	BM MTPM 25/07/22 : Convention de partenariat entre la Fédération des acteurs de la solidarité - PACA/Corse, la Métropole Toulon Provence Méditerranée, l'Etat et Itinova	<ul style="list-style-type: none"> - Rendu de l'étude territoriale de préfiguration : diagnostic / recensement de l'offre de solution, et préconisations. - Recrutement des « coordonnateurs LDA » et accompagnement de la mobilisation des postes. - Création d'une charte et d'un règlement de fonctionnement de la plateforme, co-construite par les acteurs. - Lancement de la plateforme avant fin 2022. 	<p>Action en plusieurs phases :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Réaliser une cartographie de l'offre (étape par étape) du parcours visant le logement d'abord sur le territoire Métropolitain : Types d'offres, processus de mobilisation, décideurs et gestionnaires de l'offre (CD-MTPM-DDETS-Commissions diverses). 2. Soumettre des propositions d'organisation opérationnelles (2 postes de coordonnateurs parcours). 3. Recrutement des « coordonnateurs LDA » 09/22. 4. Restitution des travaux en comité de suivi opérationnel 11/22.
--	--	---	---

6.4 Action 10 : Développement de l'offre de logement adapté

ACTIONS	OBJECTIFS
Déploiement d'une offre de logement adapté	Promouvoir et accompagner les projets de création de logement adapté (PLAI adapté).

Les livrables réalisés en 2021-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats	Observations
Convention entre la Métropole et l'ARHLM en cours de rédaction (08/22)	En cours - Prévision passage BM MTPM 05/09/22	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de réunions des acteurs et propositions d'organisation en réseau, club ou comité technique selon le format le plus adapté. - Promotion et accompagnement technique des projets communaux. - Nombre de PLAI Adapté en cours et finalisé. - Evaluer l'impact de l'action en matière d'animation inclusive avec les bailleurs. 	<p>Objectifs :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Initier une meilleure connaissance et maîtrise de la GLA par les potentiels acteurs (financement, contours et modalités). 2. Organiser une animation inclusive avec les bailleurs, une promotion, un repérage des projets de PLAI adapté, une mission d'accompagnement pour le montage technique des dossiers. 3. Préconiser des coordinations et mobiliser des synergies partenariales répondant aux freins limitant l'offre de logement adapté. <p>Mutualisation des travaux AMI LDA NCA</p>

6.5 Action 15 : Parcours jeunes - logement - insertion – emploi

ACTIONS		OBJECTIFS	
Parcours jeunes – logement – insertion – emploi		Optimiser l'insertion durable et autonome des jeunes en situation complexe et en cumul de difficultés (sans-abrisme, ruptures de parcours), en soutenant le projet logement et l'insertion par une formation et / un emploi	
Les livrables réalisés en 2021-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats	Observations
Une convention MTPM-URHAJ afin de mobiliser son expertise et nous permettre d'atteindre les objectifs de la fiche action.	En cours - Prévision passage BM MTPM 05/09/22	<ol style="list-style-type: none"> 1/ Réaliser un état des lieux des dispositifs et des acteurs. 2/ Repérer les axes d'amélioration et animer un groupe expérimental ciblant 	Cette démarche vise à recenser les dynamiques existantes en terme de partenariat jeunesse sur le territoire et les dispositifs, notamment en matière

		<p>l'insertion durable et autonome des jeunes.</p> <p>3/ Animer et formaliser un parcours « jeune » avec référence de parcours et mobilisation des dispositifs.</p> <p>4/ Engager les partenaires à entrer dans une dynamique de complémentarité.</p>	<p>d'offre conjointe logement, insertion, emploi.</p> <p>Cela en concertation avec la démarche du SPIE en cours.</p> <p>Il ne s'agit pas de doubler nos actions.</p> <p>Cette action évoque l'animation d'un groupe de partenaires divers (mission locale, bureau jeunesse, associations de prévention...) permettant d'organiser des parcours renforcés de qualité (labellisation qualité des parcours, garantie d'accompagnement...).</p>
--	--	---	---